



UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

Ref : d:\bn\bn&cn\conv*&cr\1003cnc*.doc

De : SB/SG

aux membres du CN

Objet: Convocation au prochain Collectif National et ordre du jour

Paris le 18 septembre 1998

Salut,

dans une rentrée à l'actualité très chargée, avec à la fois des questions d'urgence et de fond sur l'université et la vie étudiante, notre Collectif National sera l'occasion d'entamer par le bon bout cette année universitaire qui s'annonce comme cruciale pour notre avenir d'étudiants et pour celui de nos diplômés. Déjà des premières victoires sont engrangées par le mouvement étudiant, qu'il faut d'une part confirmer en terme budgétaire et d'autre part sur lesquelles il faut s'appuyer pour gagner des droits nouveaux et contribuer à construire l'université que nous voulons.

Batailles de rentrée, enjeux de l'aide sociale, avenir du cadre universitaire et des diplômés, université européenne, mutualisme, budget, etc. : autant de questions que chaque AGE discute avec les étudiants en cette rentrée, dont nous ressentons le besoin de discuter, de débattre, de proposer... les réunions de pré-rentrée, des débats, la consultation nationale, le festival, etc., sont autant de moyens pour y parvenir. C'est pourquoi il nous faudra discuter de tout cela et de tous les éléments d'actualité sur chacune de nos facs. Je t'invite à ce propos à en faire part lors de notre réunion du CN, et même à me contacter des aujourd'hui si je ne t'ai pas encore joint pour nous donner ton sentiment, tes impressions sur la rentrée, sur ta fac, sur l'actualité, afin que nous en tenions compte dans le rapport introductif.

Par ailleurs, en cette nouvelle année, plusieurs membres du Bureau National ayant cessé d'être étudiants ou souhaitant interrompre leurs responsabilités, nous procéderons donc à un **renouvellement partiel de notre BN**. Je t'invite donc à réunir ton AGE pour *faire remonter des propositions*. Le BN se réunissant le **vendredi 2** au soir, ces propositions doivent être remontées **au plus tard ce jour là à midi**.

Je te confirme donc que :

⇨ **le Collectif National se réunira
le samedi 3 (RDV à 9H30) et le dimanche 4 octobre**
Salle Gavroche, 12 rue Scandicci, à PANTIN, métro HOCHE (ligne 5 dir° Bobigny)

A très bientôt, amitiés syndicales,

Stéphane BONNÉRY, Secrétaire Général

⇨ **P.S. si tu es membre du B.N., je te rappelle que nous nous réunissons la veille (au B.N.), c'est à dire le vendredi 2 octobre à 18H00 précises**



UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

Ref: d:\bn\bn&cn\conv*&cr\1004cnr.doc 29/10/98

De : Stéphane BONNÉRY / Secrétaire Général

A: Membres du CN

Objet: Collectif national du 04/10/98

Paris le lundi 26 octobre 1998

Bonjour,

tu voudras bien trouver ci-joint le rapport d'activité générale de Karine ainsi que le mien concernant la direction.

Désolé, je n'ai pas eu le temps de rédiger un compte rendu. Le rapport de Karine a été adopté par: 37 pour, 1 contre, 5 abstentions, 2NPPV.

Les propositions qui sont dedans vont donc être mises en oeuvre très rapidement.

Pour le débat sur la direction, cf. compte-rendu.

Pour une meilleure tenue des débats, les souhaits ont été exprimés d'ordres du jour plus détaillés ainsi que les motions soient envoyées à l'avance au BN afin d'en tenir compte dans la préparation et qu'on ne se retrouve plus dans la situation où à la fin du CN, on ait des débats à la va-vite alors que ceux-ci auraient pu avoir lieu dans le cadre de la discussion générale.

De plus, plusieurs décisions ont été prises, suite à des idées qui ont grandi dans la discussion. Ainsi:

- L'aide au développement du Syndicat-Lycéen UNEF, avec l'aide momentanée de Clément pour sur les contacts et la structuration.
- La mise en place d'un comité de préparation du Festival dès après le CN
- La tenue d'une journée nationale contre les frais illégaux et pour l'exonération le 27 octobre
- La réalisation d'un document de synthèse sur le rapport Attali et sur U3M pour aller au débat
- L'envoi du Plan Social Etudiant aux AGE
- L'ouverture d'une tribune libre dans la vie des assos, avec pour 1er thème le mutualisme
- L'écriture d'un guide sur le mutualisme
- La sortie du guide étudiant étrangers.

Par ailleurs , une motion proposée par Paris IV a été adoptée à l'unanimité pour être présentée en CNESER par Cécile Cukierman. Elle a été présentée de manière unitaire et a été votée à l'unanimité des présents. La voici:

**Motion section permanente du 19/10/98 présenté par
l'UNEF, l'UNEFID, CNELIA, SNESUP, SGEN CFDT**

En deux ans, le nombre de postes émis aux concours de recrutement de l'enseignement secondaire a baissé de 30%. Chaque fois, cette baisse a été annoncée à quelques semaines seulement du début des écrits.

Il ne semble pourtant pas qu'il y ait trop d'enseignants dans les lycées et collèges. Nous savons qu'à cette rentrée de nombreux postes n'ont pas été pourvus.

Le mouvement lycéen de cette rentrée, après celui de la Seine Saint Denis au printemps dernier montre que les réponses budgétaires en terme de création de postes n'ont pas correspondu aux besoins réels, nécessaires à l'accomplissement des missions de service publics de l'Enseignement secondaire.

La section permanente du CNESER demande donc à Monsieur le Ministre :

- Que soient publiés chaque année les nombres de postes au CAPES et à l'Agrégation avant le 1er décembre de l'année précédente y compris pour les postes de 1999.
- Que les postes aujourd'hui vacants dans le secondaire soient pourvus par le recrutement des premiers « collés » au CAPES et à l'agrégation 1998 en vue de leur titularisation et non comme Monsieur le Ministre l'a annoncé par le recrutement de contractuels.
- Une programmation pluriannuelle des recrutements des personnels pour le secondaire, en ayant comme base pour 1999 que le nombre de poste soit au moins égal à 1996.

A bientôt,

Stéphane

RAPPORT AU COLLECTIF NATIONAL

Le 03 octobre 1998

Rapporteur :

Karine Delpas
Présidente

INTRODUCTION

En premier lieu, j'espère que vous avez passé de bonnes vacances et que vous arrivez en forme pour cette nouvelle rentrée universitaire.

L'événement de l'été, est sans conteste de par l'engouement qu'il a suscité, le mondial de football, faut-il le rappeler brillamment gagné par l'équipe de France.

Cette coupe du monde au-delà de l'événement sportif a marqué les esprits.

Tout un peuple dans sa diversité culturelle a soutenu une équipe à son image : multicolore.

Cette communion apparaît alors comme une véritable claque au FN et à ses idées de divisions et de haine de l'autre.

Ce triomphe de l'équipe de France a d'ailleurs dopé la côte de popularité des deux premiers personnages de l'Etat.

Mais qu'on ne s'y trompe pas si une majorité est satisfaite de la politique du gouvernement, les attentes demeurent fortes.

En témoignent les premiers mouvements sociaux à peine les vacances achevées.

- Sur les 35 heures : pour leur application sans baisse de salaire, avec à la clef des créations d'emplois.

- Contre les suppressions d'emplois aux mutuelles du Mans par exemple.

- Pour la préservation des emplois de GIAT Industrie.

Du côté de l'éducation nationale la rentrée sociale n'a pas non plus tardé.

- A Tours, à Roanne les parents d'élèves et les enseignants se mobilisent pour des créations de classes.

L'année universitaire s'est en tout cas achevée de drôle de façon, avec le scrutin du CNESER.

Voici quelques enseignements que l'on peut tirer du vote qu'ont effectué les électeurs.

C'est un vote particulièrement revendicatif, 2 éléments sont à noter.

- le vote syndical regroupe 50% des suffrages

- l'ensemble des listes a mis un contenu revendicatif à ses propositions.

Ainsi l'ensemble des professions de foi, celle de l'UNI et de PDE incluses, revenaient sur la nécessité d'un investissement de l'Etat supérieur et précisaient l'enjeu que constitue le développement de l'aide sociale aux étudiants pour aller vers plus de justice sociale.

Cela est nouveau par rapport à il y a 2 ans et c'est bien l'illustration que les étudiants ont rendu des exigences incontournables dans le paysage universitaire.

En ce qui concerne le résultat de l'UNEF, il n'est pas bon, nous réalisons 183 voix (soit - 60 voix par rapport à il y a 2 ans et perdons 1 élu). Pour autant il est à nuancer.

- Nous perdons 50 voix d'élus UNEF qui ont voté hors délai, voire pour la plupart pas voté du tout. Dans presque chaque AGE, il manque un suffrage au moins.

(Dans le même temps, nous recueillons 33 suffrages d'élus indépendants et associatifs.

3 indépendants des ENS Lyon et Paris

1 Indépendant Université Lyon III

2 Indépendant Université Rennes II

1 Indépendant Centrale Lille

1 Indépendant Centrale

3 Indépendant IEP/ Inalco

1 Indépendant INSA Rennes

4 Indépendant d'Ecoles diverses

3 Association culture PX de Nanterre

3 Association campus actif de Rouen

5 Association Odyssée de Toulouse Arsenal

1 Association des créoles de Paris 8

1 art et culture de P3

1 Association des handicapés "moteur" de P9

Nous obtenons 13 suffrages indépendants et associatifs de plus qu'il y a 2 ans.

Il y a donc de quoi s'interroger.

Nous sommes capables de rassembler, ce qui confirme le choix d'une liste ouverte aux associations et la démarche très publique que nous avons choisie.

Dans le même temps nous avons une difficulté à rassembler nos propres voix.

Il s'avère que des élus n'ont pas reçu le matériel électoral à temps et ne l'ont pas signalé. D'autres, absents dans la période n'ont pas été contactés d'autres enfin n'ont pas été contactés tout court.

Cela pose question sur le rôle des élus ou en tout cas sur la manière dont il est perçu dans l'orga.

Il devient urgent d'en discuter dans chaque AGE.

Qu'est-ce qu'on attend de nos élus, de quelle manière les utilise-t-on dans l'activité et dans les luttes. Mais un tel nombre de voix manquantes montre qu'on ne s'est pas saisi de l'enjeu au bon niveau malgré tout ce que représente cette élection en terme:

– de représentativité pour l'UNEF.

– de ressources financières

– en terme de politique universitaire avec en particulier toutes les décisions qui doivent être prises cette année.

Cependant les conditions de tenue du scrutin se sont avérées inacceptables.

L'administration n'a pas joué son rôle depuis la constitution des listes électorales jusqu'à la proclamation des résultats. Ce qui a vicié le scrutin.

– Des élus qui n'étaient plus étudiants ont voté alors que d'autres, encore étudiants, ont été oublié des listes électorales.

– Le ministère a accepté un dépôt collectif de 400 demandes de changement d'adresses et près de 150 signatures ont été identifiées comme différentes entre les demandes et les cartes d'étudiants.

D'ailleurs des élus témoignent n'avoir fait aucune demande de changement d'adresse (on l'a donc fait à leur place).

Enfin, le dépouillement s'est déroulé de manière surréaliste que ce soit :

– la découverte d'un carton rempli de bulletins seul dans la salle à minuit.

– la mise en place, sans consultation de la commission électorale, d'une 6^o table de dépouillement sans assesseur étudiant (c'est un fait comme celui ci qui a mené le tribunal administratif à annuler les élections à Paris 8). Pour le détail et les 13 irrégularités constatées je vous renvoi au BLE envoyé début Août.

Face à cela et après consultation des membres du BN que nous avons pu joindre, l'unanimité a décidé de porter un recours en annulation des élections au CNESER au tribunal administratif de Paris.

L'enjeu est d'assurer la démocratie et ne pas accepter qu'à l'avenir un vote se déroule d'une telle manière.

Le risque est d'être traité de mauvais perdant et qu'il y ait amalgame syndicats magouilleurs :

Pour éviter cela il s'agit d'être très public sur ce qui nous conduit à faire un tel recours.

- 1 BLE a déjà été envoyé à tous les élus et déjà des associations et des élus soutiennent notre démarche comme des élus de Cergy, Grenoble, ou à Montpellier.

Dernière chose en introduction, nous tenons ce premier collectif national de l'année universitaire une semaine après notre stage national. Ce stage de part le nombre de participants (55), d'AGE présentes (21), de qualité des échanges marque sans conteste notre rentrée. Marque que l'on retrouvera j'espère dans le débat que nous aurons toute à l'heure.

Ceci étant dit, revenons en à l'actualité du moment.

I. Pas de trêve, les projets en chantier doivent déboucher cette année.

“Alors que plus de la moitié d’une classe d’AGE accède désormais dans notre pays à l’enseignement supérieur et que l’intelligence et l’innovation sont au coeur du développement de la société, le rôle des universités devient stratégique”.

Ainsi débute une déclaration commune faite le 6 juillet par Claude Allègre et la CPU.

Il est évident qu’une telle phrase donne le ton des défis à relever pour construire l’enseignement supérieur de 2 millions d’étudiants et plus généralement de toute une société.

Défis qui pourraient se concrétiser cette année autour de trois grands projets que constituent la construction européenne des savoirs, le plan social étudiant et le plan U3M.

Ainsi, une mission a été confiée à Monteil, ancien vice président de la CPU. Il lui a été demandé de consulter les organisations et la CPU afin de faire des propositions en ce qui concerne l’européanisation de l’enseignement, ces propositions devant être rendues publiques d’ici au mois de novembre.

Quand un jeune sur deux accède à l’enseignement supérieur, que l’explosion des sciences et techniques en appelle à plus de formation des diplômés et des salariés, réformer ce système de formation supérieure est plus que jamais une nécessité.

En effet, pour le développement de la société, le rôle de l’université devient stratégique.

Pour l’UNEF, le refus du statu quo est donc évident :

D’une part parce que le statu quo c’est aujourd’hui des milliers de refus d’inscription à l’université, 40% d’étudiants obligés de se salarier pour financer leurs études, un étudiant sur deux qui quitte la fac sans diplômes... etc...

D’autre part parce que l’évolution de l’enseignement supérieur doit prendre en compte les questions de construction Européenne.

Dans ce cadre, le rapport Attali constitue bien sûr un élément important du débat, que nous devons maîtriser pour permettre l’intervention des étudiants et en premier lieu la nôtre.

Ce rapport ouvre le débat sur une série de questions : Parmi lesquelles : l’harmonisation européenne des diplômes sous la formule 3-5-8, la mobilité des étudiants les liens universités/monde du travail, le contenu des formations, les modes de financement, la gestion des établissements, la mise en place de pôles universitaires d’excellence et le rapprochement universités/grandes écoles.

Si toutes ces questions sont porteuses d’ambition, les réponses données dans le rapport sont lourdes de contradictions.

Au gré du rapport de force elles cèdent aux exigences étudiantes ou à celles du CNPF.

Ainsi on trouvera dans le rapport Attali la nécessité d’engager plus de moyens (financiers, humains) dans le développement de l’enseignement supérieur, de créer des passerelles entre université, grandes écoles, IUT..., la possibilité d’interrompre ses études sans perte des acquis ainsi que celle de voir son diplôme reconnu dans d’autres pays.

Pour autant, la bataille engagée par le CNPF marque des points : introduction d’un esprit marketing à tous les niveaux de formation, acquittement de la taxe d’apprentissage pour les entreprises prenant des stagiaires, possibilité de présenter un candidat à la présidence de facs...

De la même manière la volonté de permettre à des étudiants de poursuivre leurs études voire de travailler dans tous les pays européens s’accompagne d’un repli autour de pôles régionaux d’excellence, avec mise en concurrence des diplômes.

Enfin, quand le pays a toujours plus besoin de chercheurs le rapport Attali propose de limiter par le biais du 3-5 ou 8 l’accès à la recherche.

Il semble donc évident que l'intervention la plus large des étudiants en cette rentrée sera déterminante pour pousser dans le bon sens la construction européenne des savoirs.

C'est dans ce sens que l'UNEF prendra toutes les initiatives permettant l'élaboration des propositions, notamment par l'organisation le 5 décembre à Paris d'un Festival étudiant Européen.

Réformer l'enseignement supérieur, c'est aussi donner les moyens à tous d'étudier et s'attaquer aux inégalités sociales.

C'est l'objectif affiché du plan social étudiant. Ce plan verra d'ailleurs des premières mesures dès cette rentrée universitaire :

- tout d'abord, l'augmentation du taux des aides, les bourses du 5e échelon seront ainsi revalorisées de 5%, celles du 1er au 4e échelon de 3%, 3% d'augmentation sont également accordés pour les aides sur critères universitaire et pour les AIE.
- Il s'agit ensuite de l'augmentation du nombre d'étudiants aides, avec dès cette rentrée 10.000 boursiers supplémentaires, 15.000 AIE et 200 bourses au mérite.

Enfin, c'est la mise en place effective sur la région parisienne du demi tarif sur la carte orange.

A plus long terme, ce plan social affirme la volonté de réinvestir sur 4 ans dans les bourses, le logement, les transports, la santé, l'accès à la culture et la citoyenneté étudiante.

Cela constitue en soi une première victoire, issue de luttes successives (mouvement nov./décembre 95, SOS, vote majoritaire au CROUS).

Les avancées contenues dans le Plan social, voire pour certaines dans le rapport Attali font la démonstration du rapport de force que la communauté universitaire peut imposer. Et c'est bien à cette capacité d'intervention et de mobilisation que nous devons faire appel pour faire bouger dans le bon sens le budget 99 présenté au dernier CNESER.

En effet, si ce budget est en hausse de 2,48%, beaucoup reste à gagner pour qu'il corresponde aux défis posés en terme de formation de qualité et de démocratisation de l'enseignement supérieur.

Pour cela, appuyons nous sur ce qu'il contient de meilleur, comme les 833 millions de francs prévus pour les cité-U et les Restau-U, les 1 milliard de francs accordés à Jussieu (contre 500 millions l'an dernier) et les avancées en terme d'aide sociale.

Car pour la première fois depuis longtemps, ce budget fait la part belle à l'aide sociale, c'est au détriment de l'encadrement pédagogique.

Ainsi, et là aussi pour la première fois, aucune création de postes n'est inscrite au budget.

La transformation de 1.500 A.T.E.R. en maîtres de conférences ne permet pas en effet d'augmenter le nombre d'enseignants.

La conséquence directe est que le taux d'encadrement ne bouge pas.

On est donc loin de répondre à une amélioration des conditions d'étude quand l'absence de créations de postes conduit à conserver des cours et des TD bondés, des cours où le débat est loin d'exister.

Pour autant rien n'est joué. Ce n'est qu'en novembre que le vote du budget aura lieu à l'Assemblée Nationale.

D'ici là, à nous de faire monter les exigences pour gagner un budget permettant d'allier aide sociale de qualité et taux d'encadrements à la hauteur.

En effet, vérification en a été faite en juillet et septembre, c'est bien le manque de moyens qui pousse les universités à refuser des milliers de bacheliers et à mettre en place de plus en plus de numerus clausus à l'entrée de filières ou de TD.

Ainsi ce sont en région parisienne comme en province, les filières arts, psychos, AES, médiation culturelle, STAPS les plus affectées par des moyens insuffisants.

De la même manière ces manques conduisent déjà à des menaces de non-ouverture de filières, comme en sociologie à Lille ou à Paris 8 dans le département de langues.

Se mobiliser sur ces questions budgétaires c'est non seulement porter haut et fort des réponses aux défis de construction européenne des savoirs, de mise en place d'un plan social mais aussi des réponses concrètes à cette rentrée universitaire.

II Quel état d'esprit des étudiants en cette rentrée ?

Selon un sondage, près de 80 % des jeunes sont prêts à s'engager si cela leur paraît utile.

De 18 à 25 ans, ils sont 69% à se satisfaire de la politique du gouvernement et autant à penser que cela ne change pas beaucoup dans leur quotidien.

Sachant que parmi ces jeunes, un sur deux est inscrit dans l'enseignement supérieur, cet état d'esprit contradictoire relève, il me semble, à quel point des doutes peuvent exister quant à la possibilité d'améliorer nos conditions de vie et d'études.

Ces doutes ne minimisent en rien l'ampleur des attentes puisque près de 50% des 18-25 ans aspirent à des changements profonds et rapides.

C'est pourquoi je donne ces éléments chiffrés, afin que nous cernions mieux cet état d'esprit et que le CN puisse réfléchir à l'intervention de l'UNEF comme moyen de mobiliser massivement les étudiants, en partant de leurs attentes et du regard porté sur l'utilité ou non de s'engager.

A ce titre, les expériences de l'année dernière et des chaînes d'inscription portent un certain nombre de reproches.

Ainsi, des centaines d'étudiants ont pu se saisir du SOS aide sociale pour gagner leur bourse, des AIE, une chambre en cité-U... comme il en a été le cas à Montpellier, Paris 8, Paris 10, etc..

D'autres s'en sont saisi pour imposer la construction de cité-U, d'une infirmerie à Clermont-Ferrand, de la gratuité des sèche-linge en cité-U à Orléans, pour ne citer que ces exemples.

De la même manière le SOS inscription est apparu sur les chaînes comme le moyen pour des milliers de bacheliers de gagner leur place en fac.

Cette bataille, force est de constater que partout où elle a été menée, ce sont les bacheliers eux-mêmes qui la font vivre.

Ainsi pendant près de 15 jours, des sans-facs de Paris 1, Paris 3 et Paris 8 se sont succédés dans les locaux de l'Union nationale pour tenir les chaînes téléphoniques, envoyer les communiqués de presse et organiser les initiatives futures.

Cela révèle bien à quel point, le besoin est important de maîtriser et de s'approprier une bataille de A à Z.

Il est évident que chaque fois que l'UNEF a permis à des étudiants de s'organiser à partir des problèmes qu'ils rencontrent, les mobilisations et les victoires ne se sont pas faites attendre.

Pour autant et il ne s'agit pas de minimiser, ce type d'initiative n'apparaît-il pas comme réservé à une partie des étudiants, notamment celle la plus en galère ?

Bien sûr, les gestes de lutte permettant l'organisation de batailles autour de questions d'urgence sont nécessaires.

mais au delà, n'avons nous pas à mieux cerner les exigences de deux millions d'étudiants pour leur être utile, surtout quand 80% d'entre eux se disent prêts à s'engager.

Par exemple, quand la majorité des étudiants se retrouvent autour de l'exigence d'un statut social permettant leur reconnaissance, n'a-t-on pas à y réfléchir au delà du SOS Aide Sociale.

Ce SOS permet en effet de porter la question de la justice sociale, en gagnant des aides concrètes pour une partie des étudiants.

Dans ce cadre, comment aller plus loin et répondre à ce que doit être un statut social pour tous.

N'est ce pas ce que nous commençons à faire avec le demi tarif sur les transports et l'idée d'un passeport étudiant pour favoriser l'accès aux loisirs au sport et à la culture?.

Quels efforts tout cela nécessite t-il ?

Développer notre activité sur tous ces thèmes, répondre aux attentes des étudiants va nécessiter des efforts à plusieurs niveaux, cinq au total.

① Tout d'abord concernant l'orga, c'est à dire le nombre de personnes à qui l'on va proposer de se saisir de l'UNEF, de participer à notre activité va être déterminant.

A commencer par les adhérents de l'an dernier et les étudiants qui se sont organisés à l'UNEF lors des chaînes d'inscription. Il s'agit de les recontacter au plus vite pour leur faire part de l'actualité universitaire de la rentrée, voir avec eux sur quoi ils ont envie de s'investir.

Ils ont d'ailleurs certainement beaucoup à nous dire sur les conditions de leur rentrée. Que se soient les conditions de vie, les problèmes ou préoccupations diverses sur lesquelles ils souhaitent agir. Ils ont peut être eux aussi besoin d'un SOS TD ou un SOS Aide Sociale.

Proposer aux anciens adhérents de reprendre leur carte pour cette année va permettre, pour l'UNEF, de démultiplier nos initiatives, notre intervention dès la rentrée.

Ces étudiants qui étaient syndiqués l'an dernier sont sans doute les plus à même de voir l'utilité de se syndiquer à nouveau cette année.

Pourquoi ne pas organiser au plus vite une chaîne téléphonique permettant de recontacter tout le monde ?

Un pot de rentrée peut aussi être un moment convivial pour reprendre contact, échanger sur la rentrée universitaire et reprendre sa carte pour l'année qui commence.

Il s'agit pourtant de ne pas s'en arrêter là. Compte tenu des débats qui s'ouvrent sur le devenir de l'enseignement supérieur, des multiples problèmes de rentrée qui se posent ; le nombre de ceux qui s'organisent, en particulier à l'UNEF, pour débattre et agir va être un enjeu déterminant.

Il s'agit alors de permettre largement à tous les étudiants de s'emparer de l'outil qu'est l'UNEF.

Sur chacune des batailles de rentrée proposées. SOS TD, SOS Aide Sociale, zéro expulsion, exonération des frais, nous pourrions proposer systématiquement aux étudiants de s'emparer durablement de l'UNEF, pour, tout au long de l'année, pouvoir débattre avec des étudiants, intervenir sur les questions qui les préoccupent, défendre nos droits chaque fois que nécessaire (cf. la carte d'implantation orga et les objectifs du secteur orga qui se réunira demain).

② Autre effort à fournir: celui de la bataille financière. Nous avons encore trop tendance à nous poser la question de la trésorerie que lorsque nos caisses sont vides. Développer une activité régulière, tenir toutes les batailles et échéances qui sont proposées nécessite d'avoir les finances qui permettent, chaque fois qu'on en a besoin de sortir un tract, une affiche, acheter des marqueurs...

Il s'agit de poser la question de la trésorerie, de notre indépendance financière le plus publiquement possible. A commencer par en parler à nos adhérents. Que chacun paie sa cotisation permettrait de renflouer nos caisses.

Pourquoi ne pas proposer, dès maintenant, à chacun de la payer toute ou en partie ?

De la même manière, sur chacune de nos initiatives, lorsque nous faisons signer une pétition, diffusons un tract, pourquoi ne pas proposer à tous de participer à l'autofinancement de l'initiative en versant 1 fr. ou 2 ?

C'est aussi un moyen de mettre la transparence financière et l'indépendance de l'UNEF dans les mains des adhérents. Si la question financière se pose au plan local elle se pose aussi au plan national.

L'UNEF a aujourd'hui deux sources de financement.

→ les subventions (des ministères)

→ ce que remontent les AGE (que se soit les cotisations, les versements mensuels...).

Il est impossible de nous appuyer uniquement sur les premières parce qu'elles fluctuent d'une année sur l'autre, parce qu'elles ne garantissent pas notre indépendance.

Il est nécessaire de développer les versements des AGE.

Dans la période, beaucoup demandent à ce que nous sortions des autocollants, des affiches sur les batailles de rentrée, l'idée est d'ailleurs d'en discuter demain lors de différents ateliers propa.

Tout cela a un coût, il ne peut reposer que sur l'Union Nationale qui n'en a pas les moyens. Il est donc nécessaire d'en discuter.

③ S'adresser à tous les étudiants, veut aussi dire intervenir dans toutes les filières là où nous sommes, comme là où nous ne sommes pas implantés.

Les résultats des différentes élections montre bien l'inégalité de notre implantation que ce soit en particulier nos faiblesses en Droit - éco, en IUT...

Il s'agit d'y aller d'autant plus que les problèmes qui s'y posent sont nombreux.

Problèmes d'examens, problèmes de démocratie aussi comme dans la filière Droit, problèmes sur les stages en IUT, problèmes d'aides sociales en IUT où la proposition de boursiers est la plus forte dans l'enseignement supérieur.

Avancer sur la structuration par filière est une priorité fixée par le dernier congrès.

Depuis nous avons avancé. Lors de l'avant dernier CN des ateliers par filière se sont réunis.

Lors du stage national, le week-end dernier, de nouveaux ateliers se sont réunis pour les filières Sciences, Histoire, Géographie, Arts, Informatique, Sciences Sociales, Lettres, Langues.

Des idées et des propositions en sont ressorties, proposition d'un cahier de revendication sur les problèmes spécifiques de la filière Droit et Eco, pétition sur l'équipement pour informatique, bourses aux livres en lettres, pétition pour la construction de labos de langues en langues, mise en place d'un réseau pour coordonner nos adhérents en Art avec la perspective d'un festival de la création artistique... Tout cela est donc maintenant à exploiter.

④ Sur chacune de nos initiatives, de nos luttes nous avons un point d'appui que nous n'utilisons souvent au bon niveau. Il s'agit de nos élus.

Dès maintenant nous pouvons les utiliser pour être informés sur les effectifs des différentes filières et identifications là où vont se poser des problèmes de TD surchargés.

En ce qui concerne l'aide sociale nous pourrions solliciter nos élus au CROUS pour qu'ils pointent là où des fonds sont placés... ou encore lorsque nous nous battons pour le remboursement des frais illégaux et l'exonération ils peuvent être un point d'appui et déposer des motions dans les conseils... Il s'agit sur chaque initiative de les mettre dans la bataille.

⑤ Au carrefour de tout cela se trouve les réunions de prérentrée.

Parce qu'elles sont l'occasion de reposer leur carte aux anciens adhérents, de prendre contact avec les nouveaux, de proposer aux étudiants de se syndiquer, de poser la question du financement de l'UNEF à tous, de faire connaître nos élus., de faire le tour des problèmes des différentes filières et d'engager des initiatives.

Bien sûr ces réunions de prérentrée sont en premier lieu des réunions d'informations pour permettre aux nouveaux étudiants de mieux connaître leur université, leur filière, le contenu des cours, un moment où ils peuvent rencontrer des étudiants en 2^o - 3^o année de la même filière. Un moment où ils peuvent discuter des premiers problèmes qu'ils rencontrent des questions qu'ils ont.

A nous d'en faire le point de départ de l'activité syndicale de l'UNEF.

Pourquoi ne pas décider lors de celles-ci d'organiser avec tous les présents une bourse aux livres, un SOS TD... Si le problème des TD surchargés se pose ou autre chose ?

Pourquoi ne pas proposer de pérenniser ce genre de réunion tout au long de l'année, pour garder le contact, débattre des problèmes chaque fois qu'il s'en pose...

Le plus dure reste à faire: se donner les moyens de la participation du plus grand nombre à ces réunions de prérentrée. C'est sans doute le plus difficile.
Il ne faut rien négliger :

- ⇒ courrier à tous les inscrits
- ⇒ tour téléphonique la veille ou l'avant veille
- ⇒ intervention et tract hors de l'amphi d'accueil ou du premier cours magistral

CONCLUSION

Nous envisageons de tenir notre congrès national vers la fin mars.

Il s'agit d'ici là de continuer à faire progresser notre orientation, notamment de poursuivre les avancées sur les implantations et la structuration par filières, ainsi que la mise en place du réseau unitaire.

La consultation nationale que nous avons décidé de tenir aidera à voir quelle orientation les étudiants attendent d'un syndicat aujourd'hui. Et le festival qui vient dans la suite chronologique, au delà de son contenu en propre, peut être dynamisant pour nous pour une menée de notre réflexion de façon publique dans le mouvement étudiant.